

Réunion du CLIAA



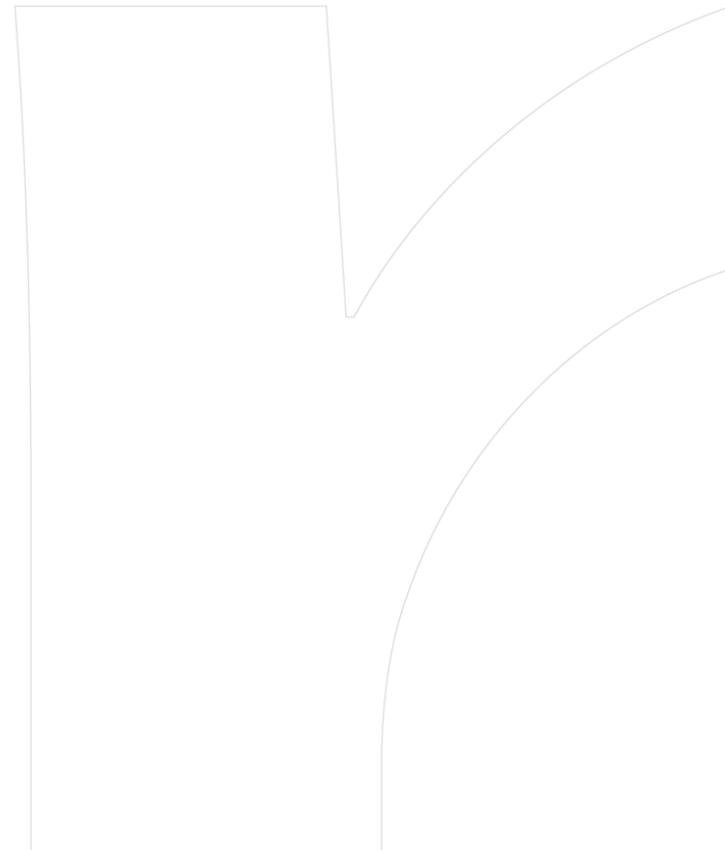
**Lundi 5 juillet 2021
14h30**

Réunion Maison du Lait et visio

Ordre du jour

1. **Animation du CLIAA et de ses différentes commissions** (ajustements à opérer)
2. **France / Suivi parlementaire**
 - Convention citoyenne
 - Egalim II
 - Pratiques commerciales déloyales / Ordonnance
3. **Europe : OCM – Accord provisoire PAC**

1. ANIMATION DU CLIAA ET DE SES COMMISSIONS



2. SUIVI PARLEMENTAIRE

« CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT »

➤ **Projet de loi constitutionnelle n° 3787 complétant l'article 1^{er} de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement**

- A partir du 15 juin 2021 : Deuxième lecture AN
 - 22 juin 2021 : Adoption en séance publique avec modifications
- **23 juin 2021: Deuxième lecture Sénat**
 - Renvoyé(e) à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale
 - **Séance publique : 5 juillet 2021**

➤ **Projet de loi n° 3995 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

- Du 19 mars au 4 mai 2021 : Première lecture AN + Adoption
- **A partir du 31 mai : Première lecture Sénat**
 - 29 juin: Examen et adoption en séance publique
- **12 juillet: CMP**
- En cas d'échec:
 - à partir du 19 juillet : nouvel examen en commission spéciale AN réparti sur quatre jours
 - à partir du 13 septembre : nouvel examen en séance publique AN

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU (LREM - Aube)

Calendrier

(procédure accélérée)

ASSEMBLEE NATIONALE

- Adoption 24 juin 2021 (56 pour sur 60 votants, 0 contre)

SENAT

- **Jeudi 8 juillet, 8h30** : Désignation du/de la Rapporteur(e)
- **Septembre** : Commission des affaires économiques
- **Autour du 20 septembre** : Séance publique

CMP : fin septembre /octobre

OBJECTIF:

- **Entrée en vigueur** art 2 : 1^{er} janv. 2022 - négociations avant 1^{er} mars 2022
- **Nota** : les industriels alimentaires ont jusqu'au 1^{er} décembre pour transmettre leurs CGV à leurs acheteurs sauf pour les produit saisonniers

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Article 1^{er} : Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricole

- **Durée 3 ans** – peut être augmentée jusqu'à 5 ans par AI étendu ou **à défaut** décret CE
- **Formule de révision automatique des prix** pour les prix fixe
- **Possibilité de déroger à l'obligation de conclure un contrat écrit** par AI étendu ou par décret en Conseil d'État qui précise les produits ou catégories de produits concernés.
 - Dans cette hypothèse, lorsqu'un contrat est tout de même conclu sous forme écrite, il est régi par 631-24 (clauses obligatoires) **sauf l'obligation d'une durée minimale de 3 ans.**
 - Contrat de - 3 ans : **peut ne pas comporter de clauses de révision automatique du prix**
- Les interprofessions élaborent et ~~diffusent~~ **publient** des indicateurs, qui servent d'indicateurs de référence.
- **A défaut d'indicateurs interprofessionnels, les instituts techniques agricoles** les élaborent et les publient.

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Article 1^{er} : Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricole

- La **proposition de contrat/ accord cadre**, prenant en compte les indicateurs relatifs aux **coûts pertinents de production** et à leur évolution constitue le « **socle** » de la négociation.
- Les parties « définissent librement » néanmoins les critères et modalités de détermination et de révision du prix, en intégrant notamment **les trois catégories d'indicateurs** actuellement mentionnés à l'article L. 631-24 du code rural et de la pêche maritime.
- **Interdiction :**
 - ✓ **clauses de modification du prix en fonction de l'environnement concurrentiel**
 - ✓ **pénalités logistiques** pour non respect par les producteurs de leurs engagements en termes de volume/qualité à la suite d'un aléa climatique

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Article 1^{bis} : Tunnel de prix

- **Possibilité de prévoir dans la clause de prix** des bornes minimales et maximales entre lesquelles les critères et les modalités de détermination ou de révision du prix produisent leurs effets.
- **Expérimentation** de l'utilisation obligatoire d'un modèle de rédaction d'une telle clause pour un ou plusieurs produits :
 - ✓ Conditions : définies par décret - maximum 5 ans - rapport remis par le gouvernement au Parlement 6 mois avant le terme de l'expérimentation)
 - ✓ Objet : évaluer les effets de la clause

➤ Article 1^{ter} : Publication chaque trimestre par **l'observatoire de la formation des prix et marges des produits agricoles** d'une synthèse reprenant l'ensemble des indicateurs publiés par les OI ou instituts techniques

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Article 2 REECRITURE : Relation fournisseurs de produits alimentaires / distributeurs – CGV – Non négociabilité du coût des matières premières agricoles

- Indication dans les CGV et convention écrite **pour chaque matière première agricole (MPA) et chaque produit transformé composé de + de 50 % de MPA qui composent le produit alimentaire : % de volume % du tarif fournisseur**
- Convention écrite : Clause de révision automatique, à la hausse ou à la baisse, de la part des prix du contrat qui résulte du coût de la matière première agricole, en fonction de la variation de ce coût (indicateurs librement déterminés)
- **Seuil minimum** : Seuls les MPA et produits transformés représentant une part > à **25% en volume du produit** alimentaire sont concernés (possible seuil < par décret)
- **Dérogation possible**: indication d'un% volume et % prix agrégé OU tiers indépendant
- Exclusion de ces éléments de la négociation commerciale

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Article 2 REECRITURE : Relation fournisseurs de produits alimentaires / distributeurs – CGV – Non négociabilité du coût des matières premières agricoles

- Sanction amende administrative et tiers indépendant pour garantie
- Encadrement des négociations commerciales (délais, refus motivé)
- Article L 441-1-1 (CGV) : Non applicable aux grossistes ni à certains produits dont la liste est établie par décret en raison des spécificités de certaines filières (al. 4)
- Article L 443-5 (convention écrite) : Non applicable à certains produits alimentaires ou catégories de produits dont la liste est définie par décret, en raison des spécificités de leur filière de production (VI bis nouveau, al. 37).

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Après l'article 2 :

- **2^{bis} B** : Pour les produits sous MDD -> obligation de prévoir clause relative aux engagements sur les volumes prévisionnels dans les contrats et dans les appels d'offre
- **2^{bis} C** : Interdiction des pénalités logistiques par les distributeurs liées à l'absence de livraison de produits préalablement indiqués par le fournisseur comme étant indisponibles
- **2^{bis} D** : Interdiction de la discrimination du tarif du fournisseur en l'absence de contreparties réelles : consacre le tarif du fournisseur comme base de la négociation.
- **2^{bis} E** : Seuil de revente à perte calculé par rapport au prix d'achat réel des produits (hors taxes, droits d'accises etc).

➤ **Article 2^{bis}** : Expérimentation d'un affichage destiné à apporter au consommateur une information relative aux conditions de **rémunération** des producteurs de produits agricoles pour une durée de cinq ans

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

- **Article 3 : Création d'un comité de règlement des différends commerciaux agricoles**
 - Saisi par le médiateur ou les parties en cas d'échec de la médiation dans un délai d'un mois
 - Peut prendre des astreintes et mesures conservatoires
 - **Non applicable pour certaines filières, dont la liste est définie par décret, pour lesquelles des modes alternatifs de règlement des différends ont été mis en place**

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

- **Article 4 : Obligation d'indiquer le pays d'origine pour les produits agricoles et alimentaires pour lesquels il existe un lien avéré entre certaines de leurs propriétés et leur origine.**
 - Dérogation possible pour certains produits par décret.

- **Article 4^{bis} : Extension de l'indication obligatoire de provenance pour les plats contenant un ou plusieurs morceaux de viandes bovines aux établissements dédiés uniquement à la livraison/vente à emporter.**

- **Article 5 : Opérations de dégagement**
 - Autorisation administrative obligatoire après avis de l'OI pour toute publicité hors magasin et association plusieurs magasins portant sur des opérations de dégagement pour certaines catégories de produits alimentaires définies par décret
 - Dégagement = Opération de promotion visant à écouler une surproduction
 - **Avis de l'OI : réputé favorable** à défaut de réponse dans un délai défini par décret
 - **Autorisation implicite de l'administration** : à défaut de réponse dans un délai défini par le même décret

2. SUIVI PARLEMENTAIRE

EGALIM II - Proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs » de M. BESSON-MOREAU

➤ Article 6 : Entrée en vigueur des dispositions de la PPL

N°	Objet	Echéance
Art 1	Applicable à tout contrat/accord cadre conclu:	<ul style="list-style-type: none">• À compter d'une date fixée par décret, pour chaque filière• au plus tard au 1^{er} janvier 2023
Art 1	Tout contrat/accord-cadre en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 1 ^{er} doit être mis en conformité (lorsque basés sur contrats-types interprof. Peuvent être renouvelés ou prolongés avant mise en conformité du contrat type)	<ul style="list-style-type: none">• à son renouvellement• et au plus tard 1 an après l'entrée en vigueur de l'article 1^{er}
Art 2	Prix des MP agricoles dans CGV et non négociabilité :	1^{er} janvier 2022
Art 3	Comité de règlement des différends commerciaux agricoles	applicable à toute médiation entamée après la date de publication de la loi
Art 4 et 5	Indication pays d'origine et publicité hors magasin pour dégagement	1^{er} janvier 2022

2. PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

Pratiques commerciales déloyales – Publication de l’Ordonnance n° 2021-859 du 30 juin 2021 relative aux pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d’approvisionnement agricole et alimentaire (JO 1^{er} juillet 2021)

- Transposition de la Directive 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d’approvisionnement agricole et alimentaire.

3. OCM - POINT PROCÉDURE

24/25 Juin

Accord politique provisoire entre le PE et le Conseil sur les **3 projets de règlements**

28 Juin

Accord validé par les Ministres de l'Agriculture au Conseil AGRI au Luxembourg, à la quasi-unanimité.

Prochaines étapes
– **automne 2021**

- Travail technique et juridique sur les textes à finaliser.
- **Accords formels du Parlement européen** (comAGRI à la fin de l'été et en plénière fin oct / nov. / à confirmer) **et du Conseil** encore nécessaires.

Janvier 2023

Entrée en application de la nouvelle PAC.

NB: les Etats membres ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour soumettre leurs projets de plan stratégiques, pour évaluation par la Commission en vue 'une entrée en vigueur en janvier 2023.

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

Amendements adoptés, sur base du document 4 colonnes résultant de l'accord provisoire< - Sous réserve d'un examen précis des textes non encore disponibles

- **Art. 157 – Missions des OI** : not. ajout d'une précision concernant la possibilité pour les OI de créer et gérer des « fonds » visant à accorder une compensation financière aux agriculteurs pour les coûts et pertes économiques résultant de la mise en œuvre de mesures de contrôle et gestion des risques liés à la santé animale, protection des végétaux et de l'environnement.

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

*“Article 157 : 1. Member States may, on request, recognise interbranch organisations **at national and regional levels and at the level of the economic areas referred to in Article 164(2)**, in a specific sector listed in Article 1(2) which:*

[...]

*(vii) providing the information and carrying out the research necessary to innovate, rationalise, improve and adjust production and, where applicable, the processing and marketing, towards products more suited to market requirements and consumer tastes and expectations, in particular with regard to product quality, including the specific characteristics of products with a protected designation of origin or a protected geographical indication, and protection of the environment, **climate action, animal health and animal welfare**;*

*(xiv) contributing to the management **and valorisation** of by-products and the reduction and management of waste;*

[...]

*(xvi) **promoting and** implementing measures to prevent, **control and manage** animal health, plant-protection and environmental risks, **including by setting up and managing of funds or by contributing to such funds with a view to paying financial compensation to farmers for the costs and economic losses arising from the promotion and implementation of such measures**;*

[...]

+ Paragraphe 3 de l'article 157 sur les missions des OI du secteur laitier supprimé (NB: article 163 OCM sur la reconnaissance des OI du secteur du lait et produits laitiers également supprimé).

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

- **Art. 158 : Reconnaissance des OI** : ajout « *représentation équilibrée des étapes de la chaîne d'approvisionnement* »

“1. Member States may recognise interbranch organisations applying for such recognition, provided that they:

(a) fulfil the requirements laid down in Article 157;

(b) carry out their activities in one or more regions in the territory concerned;

(c) account for a significant share of the economic activities referred to in point (a) of Article 157(1);

*(ca) strive for a **balanced representation** of the organisations of those stages of the supply chain, as referred to in point (a) of Article 157(1), that constitute the interbranch organisation;*

(d) with the exception of the cases laid down in Article 162, do not, themselves, engage in production, processing or trade. [...]”

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

- **Art. 164 - Extension des règles** : not. amendement relatif à l'**exception à la possible extension** des accords concernant l'utilisation de **semences certifiées utilisées pour les productions biologiques**.

Article 164 - Extension of rules (No modification to paragraphs 1 and 3)

*"2. For the purposes of this Section, an "economic area" means a geographical zone made up of adjoining or neighbouring production regions in which production and marketing conditions are homogeneous, **or, for products with a protected designation of origin or protected geographical indication recognised under Union law, the geographical zone laid down in the product specification.***

[...]

4. The rules for which extension to other operators may be requested as provided for in paragraph 1 shall have one of the following aims:

[...]

*(l) the use of certified seed, **except when used for organic production within the meaning of Regulation (EU) 2018/848**, and the monitoring of product quality;*

*(m) **the prevention and management of phyto-sanitary, animal health, food safety or environmental risks;***

*(n) the management **and valorisation** of by-products;*

*Those rules shall not cause any damage to other operators, **nor prevent the entry of new operators**, in the Member State concerned or the Union and shall not have any of the effects listed in Article 210(4) or be otherwise incompatible with Union law or national rules in force [...]"*

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

- **Art. 165 : contributions volontaires – *Amendement de compromis de la Commission retenu***

- Pas de modification du paragraphe 1 (le terme “effectivement” pas retenu)
- **Nouveau Paragraphe 2 comme suit :**

“Any organisation which receives contributions from non-members under this Article shall, upon request of a member or a non-member that contributes financially to the activities of the organisation, make those parts of its yearly budget available which relate to the pursuit of activities listed in Article 164(4) ».

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

- **Art 166 bis : régulation de l'offre** : fusion des articles existants en la matière (jambon, fromage, huile d'olive, vin) généralisation à **tous les produits SIQO**.
- **Nouvel article 172ter : Guidance by interbranch organisations for the sale of grapes for PDO/PGI wines**

*“By way of derogation from Article 101(1) TFEU, interbranch organisations recognised under Article 157 operating in the **wine sector** may provide **non-mandatory price guidance indicators** concerning the sale of grapes for the production of PDO/PGI wines provided that such guidance does not eliminate competition in respect of a substantial proportion of the products in question”.*
- **Modification de l'art. 210 OCM : non-application art. 101§1 TFUE** (avec lettre de confort ; sans la modification proposée au §4 (i.e. réintègre l'« interdiction de fixer prix » au lieu de l'amendement « obligation de fixer un prix »).

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

Article 210 - Agreements and concerted practices of recognised interbranch organisations

1. Article 101(1) TFEU shall not apply to agreements, decisions and concerted practices of interbranch organisations recognised under Article 157 of this Regulation which are **necessary** in order to meet the objectives listed in point (c) of Article 157(1) and for the olive oil and table olives and tobacco sectors, in Article 162 of this Regulation.

Agreements, decisions and concerted practices that fulfil the conditions referred to in this Article shall not be prohibited, **no prior decision** to that effect being required.

2. Recognised interbranch organisations may request **an opinion** from the Commission concerning the compatibility of the agreements, decisions and concerted practices referred to in paragraph 1 with this Article. The Commission shall send the applicant its opinion **within 4 months** of receipt of a complete request.

If the Commission finds that the conditions for an opinion to the effect that Article 101(1) does not apply are no longer met it shall declare that Article 101(1) TFEU applies **for the future** to the agreement, decision or concerted practice in question and inform the inter-branch organisation accordingly.

The Commission may at its own initiative or at the request of a Member State **change the content of an opinion**, in particular if the applicant has provided inaccurate information or misused the opinion.

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

3. Agreements, decisions and concerted practices *shall in any case be declared incompatible with Union rules if they:*

(a) may lead to the partitioning of markets within the Union in any form;

(b) may affect the sound operation of the market organisation;

(c) may create distortions of competition which are not essential to achieving the objectives of the CAP pursued by the interbranch organisation activity;

(d) entail the fixing of prices or the fixing of quotas;

(e) may create discrimination or eliminate competition in respect of a substantial proportion of the products in question.

4. The Commission may adopt implementing acts laying down the measures necessary for the uniform application of this Article. Those implementing acts shall be adopted in accordance with the examination procedure referred to in Article 229(2).

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

- **Art. 210 bis** : non-application art. 101 §1 TFUE pour les ententes portant sur des **initiatives pour le développement durable** allant au-delà des exigences nationale ou européenne;



3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

Article 210a - Initiatives for sustainable

1. Article 101(1) TFEU *shall not apply* to agreements, decisions and concerted practices of producers of agricultural products that relate to the production of and trade in agricultural products and *that aim to apply a sustainability standard higher* than mandated by Union or national law, provided that these agreements, decisions and concerted practices *only impose restrictions of competition that are indispensable* to the attainment of this standard.

2. Agreements, decisions and concerted practices of producers of agricultural products within the meaning of paragraph 1 are concluded or taken either by several producers or by one or more producers with one or more operators at different levels of the production, processing, trade, including distribution, tiers of the chain for agricultural and food products.

3. A sustainability standard within the meaning of paragraph 1 is a standard which aims to contribute to one or more of the following objectives:

- *Environmental objectives*, including climate change mitigation and adaptation; the sustainable use and protection of landscapes, water and soil; transition to a circular economy, including the reduction of food waste; pollution prevention and control; the protection and restoration of biodiversity and ecosystems;
- Production of agricultural products in ways that *reduce the use of pesticides* and manage risks therefrom, or reduce the danger of antimicrobial resistance in agricultural production; and
- *Animal health and animal welfare.*

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

Article 210a - Initiatives for sustainable

4. *Agreements, decisions and concerted practices that fulfil the conditions referred to in this Article shall not be prohibited, **no prior decision** to that effect being required.*

5. *The Commission **shall issue guidelines** concerning the conditions of applicability of this Article for operators by [...date, two years from the entry into force of this regulation].*

6. *From [... date, two years from the entry into force of this regulation] the producers referred to in paragraph 1 **may request an opinion** from the Commission concerning the compatibility of the agreements, decisions and concerted practices referred to in paragraph 1 with this Article. The Commission shall send the applicant its opinion **within 4 months** of receipt of a complete request.*

*If the **Commission** finds that the conditions for an opinion to the effect that Article 101(1) does not apply are no longer met, it shall declare that Article 101(1) TFEU applies **for the future** to the agreement, decision or concerted practice in question and inform the producers accordingly.*

The Commission may at its own initiative or at the request of a Member State change the content of an opinion, in particular if the applicant has provided inaccurate information or misused the opinion.

3. OCM – RÉSULTATS ACCORD PROVISOIRE

Article 210a - Initiatives for sustainable

7. The *national competition authority* referred to in Article 5 of Regulation (EC) No 1/2003 may decide in individual cases that, *for the future*, one or more of the agreements, decisions and concerted practices referred to in paragraph 1 *are to be modified, discontinued or not take place* at all if it considers that this is necessary in order to prevent competition from being excluded or if it considers that the objectives set out in Article 39 TFEU are jeopardised.

For agreements, decisions and concerted practices covering more than one Member State, the decision referred to in the first subparagraph of this paragraph shall be taken by the *Commission* without applying the procedure referred to in Article 229(2) or (3).

When acting under the first subparagraph of this paragraph, the national competition authority shall inform the Commission in writing after initiating the first formal measure of the investigation and shall notify the Commission of the decisions without delay after their adoption.

The decisions referred to in this paragraph shall not apply earlier than the date of their notification to the undertakings concerned.